

**Déclaration de Son Excellence**

**Monsieur Alexandre BARRO CHAMBRIER**

**Ministre de l'Economie Forestière des Eaux, de la Pêche de  
l'Environnement, Chargé de la Protection de la Nature de la**

**République du Gabon**

**Segment de Haut Niveau**

**10<sup>ème</sup> Conférence des Parties de la Convention Cadre des  
Nations Unies sur les Changements Climatiques**

**6 – 17 Décembre 2004**

**Buenos Aires, Argentine**

**Monsieur le Président,**

**Distingués invités,**

**Mesdames et Messieurs**

J'ai l'honneur d'intervenir au nom de mes collègues Ministres de l'environnement de l'Afrique centrale.

En effet, les pays de l'Afrique centrale, malgré les contraintes et difficultés de différents ordres, ont participé activement lors de ces dix dernières années à la mise en œuvre des objectifs visés par la Convention cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques. Il nous faut bien concilier les impératifs du développement et les contraintes du développement durable.

Dans ce cadre, les premières communications nationales ont été élaborées dans tous les pays de la sous région. Celles-ci ont mis en évidence le rôle important des forêts d'Afrique Centrale dans la séquestration du carbone. A cet égard, je voudrais souligner que le Gabon mon pays est en pointe de la valorisation des écosystèmes forestiers avec la création de 13 parcs nationaux qui représentent près de 11 % du territoire et 8 millions d'hectares.

**Monsieur le Président,**

En tant que deuxième poumon écologique de l'humanité, ce puits de carbone d'une valeur incontestable et inestimable ne suscite pas encore une attention méritée de la part de communauté internationale.

Quoi qu'ayant tous ratifiés la Convention, les démarrages sont suffisamment avancés pour certains pays de la sous région pour la ratification du Protocole de Kyoto. Nous pensons que

les autres pays l'auront tous ratifiés dans les tous prochains mois.

**Monsieur le Président,**

En perspective, les pays de l'Afrique centrale recommandent à la COP 10 la prise des décisions suivantes :

1. établissement de l'équilibre des coûts comparatifs du mètre cube exploité ou vendu par rapport au kilo tonne de carbone séquestré. Ce manque d'équilibre pourra à terme compromettre le développement de l'ensemble des pays de l'Afrique centrale ;
2. la réalisation de l'ensemble des projets d'adaptation à exécuter conjointement par les Etats Parties de l'annexe I et ceux non annexés dans les différents secteurs identifiés à travers nos communications nationales initiales. Cette décision doit aussi prendre en compte des activités habilitantes additionnelles sur les besoins prioritaires en technologies propres, recherche et observation puis en renforcement des capacités humaines opérationnelles ;
3. le renforcement des capacités institutionnelles et techniques dans le cadre du système d'observation du climat mondial et un Mécanisme pour le Développement Propre (MDP) ;
4. l'appui aux initiatives environnementales sous régionales dans la stabilisation du climat mondial ;

**Monsieur le Président,** le temps nous est compté, il nous faut à présent agir. Il est important que les pays industrialisés et la communauté financière internationale tiennent leurs engagements vis-à-vis du renforcement des capacités de nos pays et par rapport à la mobilisation effective des financements pour des projets visibles.

Ces recommandations sus-évoquées ne pourront aboutir qu'avec l'implication de la communauté internationale dans la prévention et la gestion des conflits qui constituent une source de dégradation de l'environnement sous régional et planétaire.

Enfin, je ne terminerais pas mon propos, sans remercier le Gouvernement argentin et les organisateurs pour les attentions particulières accordées aux délégations de nos pays respectifs

Je vous remercie.